

Groupe Bolchevik

pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Destinataires : Scott Cooper & Marcus Carlstedt

Copie à : Grupo Germinal, Lucha Marxista

Objet : *Au-delà des élections en 2004 aux Etats-Unis*

Date : 24 avril 2005

Camarades,

Vous nous avez fait parvenir en septembre un texte, *Au-delà des élections en 2004 aux Etats-Unis, pour une action de la classe ouvrière et une reconstruction programmatique*. Vous avez précisé peu après qu'il émanait de plusieurs camarades, de Suède et des Etats-Unis, souhaitant engager la discussion avec le Groupe bolchevik, après avoir rompu avec une « 4^e Internationale », celle qui patronne l'Entente internationale des travailleurs.

Inutile de vous répéter que nous avons considéré cette prise de contact avec beaucoup d'intérêt¹. Veuillez excuser notre lenteur à répondre. Entre-temps, nous avons transmis votre document aux groupes d'autres pays avec qui nous travaillons, nous l'avons traduit en français pour que tous les militants puissent en prendre connaissance et il a été discuté dans les cellules. Nous avons aussi donné notre position sur les Etats-Unis dans un article publié dans *Révolution Socialiste* n° 15. Notre présente lettre ne reprendra donc pas toute l'analyse de cet article, mais précisera son orientation en rapport à votre document.

Nous nous permettons de vous écrire en français, puisque vous maîtrisez cette langue.

1. PEUT-ON ENCORE CONSTRUIRE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE, 70 ANS APRÈS SA FONDATION ET 50 ANS APRÈS SA DESTRUCTION ?

Vous concluez votre contribution politique ainsi :

*Aujourd'hui, nous devons conclure que non seulement la Quatrième Internationale (ou le nom que les masses choisiront de lui donner) reste à construire, mais aussi que la continuité vivante du mouvement révolutionnaire a été rompue. C'est un constat décourageant mais nous pensons que c'est la seule conclusion à tirer. (Scott Cooper et Marcus Carlstedt, *Getting beyond the 2004 US Elections through Working-Class Action and Programmatic Reconstruction*, p. 13)*

Lambert et Gluckstein, usurpateurs parmi bien d'autres de la 4^e Internationale, ont pour coutume de se défausser sur les masses, pour camoufler leur abandon du programme.

La 4^e Internationale combat pour la réalisation de la démocratie, sous les formes et dans le contenu que les peuples souverains eux-mêmes seront amenés à établir... (Manifeste du 4^e congrès de la 4^e Internationale)²

Le nom d'une internationale ouvrière n'a jamais été donné par les masses, mais choisi par des petits groupes de travailleurs conscients à sa proclamation. Nous n'avons pas à décider aujourd'hui d'un nom précis, puisque nous n'en sommes pas à la fondation, loin de là. Mais plusieurs choses doivent être clairement établies pour que les travailleurs d'avant-garde puissent s'y retrouver :

- Cela ne peut être une « Entente internationale des travailleurs » à la Lambert-Gluckstein, créée au moment de la première guerre contre l'Irak sans se prononcer pour la défaite de la coalition impérialiste, avec des bureaucrates syndicaux et des islamistes comme Mamadou Dia.
- Cela ne peut plus être la « 4^e Internationale », puisque, comme vous le notez, « *la continuité vivante du mouvement révolutionnaire a été rompue* ».

¹ Vous n'avez pas donné de précisions sur cette scission. Vous n'avez pas non plus donné suite à nos propositions de discuter de l'attentat de l'école de Beslan et de la question tchétchène et vous ne vous êtes pas prononcés, à cette date, sur le projet de document sur la lutte des classes en Europe que nous vous avons soumis. La première question a donné lieu à une déclaration du Groupe bolchevik dans *Révolution Socialiste* n° 14 et à une déclaration du Collectif dans *Révolution Permanente* n° 1. Le Manifeste pour les Etats-Unis socialistes d'Europe a été adopté récemment par le Collectif. Il est disponible sur notre site (y compris en anglais) et sera publié dans *Révolution Socialiste* n° 16 et dans *Révolution Permanente* n° 2.

² *La Vérité* n° 24, mai 1999

Il faut tirer les conséquences de cette absence de continuité et abandonner la 4^e Internationale à l'histoire, sans plus mêler notre drapeau à la confusion et au déshonneur des multiples « quatrièmes internationales » plus pourries les une que les autres. Trotsky avait d'ailleurs averti ses camarades en 1940 :

Si le régime bourgeois sort de cette guerre impuni, tous les partis révolutionnaires dégèneront. (Léon Trotsky, *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, GB, p. 34)

Pour pouvoir « construire la 4^e Internationale », il faudrait soit que la 4^e Internationale ait survécu depuis 1938 comme organisation révolutionnaire, soit au moins qu'une fraction significative ait préservé sa continuité d'organisation grâce au maintien d'un centre international ou, à défaut, grâce à la survie d'une de ses principales sections.

Vous ne pouvez pas faire comme si nous étions entre 1933 et 1938, comme si la 4^e Internationale n'avait pas été fondée, n'avait pas eu son principal dirigeant et bien des cadres assassinés, n'avait pas combattu durant plusieurs années, n'avait pas été désorientée après-guerre (à cause du comportement national-trotskyiste de la section américaine et de l'inexpérience des nouveaux cadres européens), n'avait pas finalement subi une crise à cause de sa direction en 1952-1953, n'avait pas finalement succombé avec la dislocation du centre qui avait maintenu une relative orthodoxie face à la capitulation devant le stalinisme (le Comité international), n'avait pas perdu tout point d'appui avec la liquidation successive de toutes les anciennes sections.

En politique, le sentimentalisme et la nostalgie ne mènent pas à grand-chose. Vous ne pouvez pas faire comme si le drapeau de la 4^e Internationale n'avait pas été souillé, ni le programme piétiné par la direction de la 4^e Internationale elle-même voici plus de 50 ans : en 1952 en Bolivie, où elle a capitulé devant le MNR nationaliste bourgeois au moment d'une révolution sociale, en 1953 en Allemagne, quand elle a refusé de combattre pour la première révolution politique contre la bureaucratie stalinienne...

Vous ne pouvez pas faire comme si cette étiquette et ce numéro n'avaient pas été, depuis, mille fois ridiculisés et définitivement discrédités par de multiples organisations et courants se réclamant de la 4^e Internationale pour trahir son programme. On a vu les épigones tenter de conseiller le gouvernement polonais en 1956, conseiller le gouvernement algérien en 1961, dénoncer leurs propres camarades au gouvernement nicaraguayen en 1979, fournir un ministre au gouvernement brésilien en 2002 ; se prosterner devant Tito, Lechin, Gomulka, Castro, Perón, Ben Bella, Hussein, Kadhafi, Ho Chi Min, Walesa, Khomeiny, Andropov, Gorbatchev, Ortega, Chavez... ; appartenir à des partis réformistes depuis 15, 25, voire 50 ans ; soutenir des fronts populaires, faire confiance à des généraux, applaudir les manifestations et les revendications de policiers, voter Nader, voter Chirac, etc.

Savez-vous ce qu'ont écrit les dirigeants de l'organisation à laquelle vous avez appartenu, à l'occasion de la manifestation de Seattle en 1999 ? Le PT français a cité élogieusement dans son organe Hoffa fils, le président de l'IBT, le syndicat des routiers affilié à la confédération AFL-CIO :

Nous allons changer l'OMC ou nous en débarrasser, a déclaré le président du syndicat des teamsters, James Hoffa, durant la manifestation qui a rassemblé jusqu'à 50 000 personnes... (Informations Ouvrières, 1^{er} décembre 1999)

Quelle infamie pour un journal fondé par des « trotskystes » ! Comme vous le savez, mais comme les lecteurs d'*Informations Ouvrières* l'ignorent, James Hoffa est le fils de Jimmy Hoffa qui, à l'ouverture de la guerre froide, a purgé avec Tobin le syndicat des routiers. Avec l'aide des gangsters et de l'Etat, il avait exclu les militants du CPUS, le parti stalinien, et du SWP, la section américaine de la 4^e Internationale. Hoffa père a dirigé ensuite le syndicat des camionneurs en maintenant ses liens avec la mafia. Hoffa fils n'a jamais conduit un camion, mais il a repris les commandes du syndicat et le gros salaire de son père. Le journal du PT omet aussi d'informer ses lecteurs que le sieur Hoffa soutenait alors la candidature de Buchanan, un milliardaire démagogue ultra-réactionnaire :

*Pat Buchanan est le seul candidat qui parle des enjeux du commerce mondial, de la Chine et du fait que la Chine est un Etat délinquant, qui menace Taiwan, qui persécute le peuple du Tibet, qui persécute les chrétiens.*³

Il est vrai qu'un ancien membre du BP du PCI et un fondateur du PT français, Alexandre Hébert, donne des entrevues à la presse du Front national, le principal parti fascisant en France.

Reconnaître que la 4^e Internationale a disparu comme organisation révolutionnaire ne signifie pas que le programme doive régresser au programme minimum (façon 2^e Internationale d'avant 1914), encore moins dans les phrases creuses de Lambert, celles des illusions et des mensonges de la démocratie petite-bourgeoise et de la franc-maçonnerie. Le programme de la 4^e Internationale n'avait rien à voir avec le programme bourgeois de ces faussaires :

On peut en résumer la substance en deux mots : dictature du prolétariat. (Léon Trotsky, *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, GB, p. 33)

³ cité par *The Militant*, 13 décembre 1999

Nous devons partir des documents adoptés par les quatre premiers congrès de l'IC, enrichis par ceux du lancement de la 4^e Internationale (comme le programme de 1938, mais tout autant le manifeste de 1940). Car la construction de l'Internationale ouvrière révolutionnaire, tâche que nous vous proposons d'entreprendre avec nous et nos camarades du Collectif Révolution Permanente, doit partir des leçons du mouvement ouvrier et du programme le plus élevé qu'il ait su élaborer.

Seul un tel programme, montrant que nous avons confiance en nous-mêmes et dans le marxisme, et que nous déclarons à l'opportunisme une guerre sans merci, nous assurerait tôt ou tard la sympathie des masses véritablement prolétariennes. (Lénine, *Le Socialisme et la guerre*, GB, p. 38)

2. LES PAYSANS PAUVRES SONT-ILS REMPLACÉS PAR UNE « CLASSE MOYENNE » OU DEVIENNENT-ILS PROLÉTAIRES ?

Depuis Eduard Bernstein, les révisionnistes expliquent que la classe ouvrière se réduit au profit des « classes moyennes ». Après le rétablissement du capitalisme en Russie, les réformistes ont utilisé de nouveau cet argument pour justifier leur défense de la démocratie et de la nation, contre la révolution prolétarienne et contre la dictature du prolétariat :

Nous vivons dans une société où près de 90 % de la population active sont salariés... Libérer la société de la domination de la classe capitaliste n'implique donc pas de privilégier les intérêts d'une classe particulière. (Manifeste du 28^e congrès du PCF, 1994)

*Ce n'est pas seulement l'Union européenne qui choisit le marché contre l'industrie, c'est l'ensemble des institutions internationales... La survie de l'impérialisme détruit la force de travail en réduisant le nombre de prolétaires... En cette fin de 20^e siècle, la dislocation du marché mondial, c'est aussi la dislocation du marché national... C'est par conséquent l'explosion du caractère national... (Daniel Gluckstein, *La Vérité* n° 10, juin 1994)*

Comme un « phénomène essentiel de la période ayant suivi le Deuxième Guerre Mondiale », vous indiquez :

Il est aujourd'hui possible d'examiner comme un processus clos l'existence d'économies planifiées sous les régimes staliniens et ailleurs durant plusieurs décennies, même s'il existe encore (plus ou moins) des restes en Chine, Corée du Nord et Cuba. La composition de classe a connu un changement fondamental, remplaçant l'ancienne petite-bourgeoisie principalement composée de paysans, par une couche croissante de travailleurs dans les services. La croissante « classe moyenne » n'est pas, dans sa majeure partie, directement exploitée dans la production de plus-value (elle n'appartient donc pas à la classe ouvrière dans la définition marxiste). Toutefois, à l'exception des niveaux les plus élevés de la bureaucratie, ils n'ont pas de lien matériel ou légal direct à la propriété privée des moyens de production. (Getting beyond the 2004 US elections, p. 7)

Bien sûr, plus d'un demi-siècle de fonctionnement d'économies planifiées bureaucratiquement a produit de profonds changements sur la société de classes des Etats ouvriers dégénérés.

On ne peut pas pour autant prétendre que la petite-bourgeoisie paysanne a disparu ou est en passe de l'être. En Chine par exemple, la paysannerie pauvre reste une masse considérable et, malgré les progrès techniques, la bureaucratie restaurationniste a été et reste incapable de moderniser la production agricole. En Russie également, la paysannerie est loin d'être réduite à une petite couche, contrairement aux pays impérialistes.

Par ailleurs, une partie de l'ancienne petite bourgeoisie paysanne s'est réduite de manière importante dans certains pays car elle s'est prolétarisée. En Russie, en Chine comme dans les pays dominés (Inde, Corée, Mexique, Pakistan, Indonésie...) le nombre d'ouvriers a augmenté considérablement ; le salariat a pris la place nécessaire à ce qu'exige la production et l'accumulation capitalistes. Les millions de travailleurs chinois d'origine paysanne qui arrivent aujourd'hui en ville pour y chercher un salaire se retrouvent exploités dans des conditions comparables à celles du 19^e siècle en Europe. Cette masse prolétarienne n'est pas forcément liée directement à l'extraction de la plus-value mais elle n'en est pas moins une partie du prolétariat⁴. La paysannerie n'a pas été remplacée par une « classe moyenne » qui serait constituée des travailleurs des « services ».

L'analyse marxiste des rapports de classe doit se méfier de la sociologie vulgaire. Scientifiquement, les services n'existent pas. Il s'agit, au mieux, d'une description approximative opposant les activités entre « matériel » et « immatériel » et, au pire, d'un artifice visant à, à segmenter la classe ouvrière et à présenter des travailleurs de différents secteurs et de différentes activités comme ayant des intérêts divergents.

Les classes sociales doivent être comprises avant tout comme des rapports. A défaut, vous commettez deux erreurs :

- Marx ne fait pas coïncider le travail productif (de plus-value) avec le travail manuel, ni le travail improductif (de plus-value) avec les services ;

⁴ Lire à ce propos le numéro spécial sur la Chine de *Révolution Socialiste* n°5 : *Pour la révolution ouvrière, seul moyen d'empêcher l'achèvement de la restauration du capitalisme*, septembre 2002. Le chapitre *La recomposition des classes sociales* développe les causes et conséquences sur les classes sociales de la restauration capitaliste en cours.

- Marx ne fait pas coïncider le travail productif (de plus-value) avec la classe ouvrière, ni le travail improductif (de plus-value) avec les « classes moyennes ». En fait, les « classes moyennes » des formations sociales capitalistes sont, d'une part, les travailleurs indépendants et, d'autre part, les cadres.

Tout d'abord, Marx part d'un rapport entre travail et capital : ne peut être productif, au sein du mode de production capitaliste, que le travailleur dont la force de travail est achetée par le capital pour accroître ce dernier :

N'est productif que le travail qui augmente directement le capital. (Karl Marx, *Principes d'une critique de l'économie politique*, Œuvres t. 2, Gallimard, p. 243)

Ensuite, le travail concret de chaque individu, au sein de l'entreprise, n'est pas décisif :

C'est le travailleur collectif formé par la combinaison d'un grand nombre d'ouvriers parcellaires qui constitue le mécanisme spécifique de la période manufacturière. (Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, Œuvres t. 1, Gallimard, p. 890)

Parmi ces ouvriers productifs, il faut compter naturellement tous ceux qui collaborent d'une manière ou d'une autre à la production de marchandise, depuis le travailleur manuel jusqu'au directeur, ingénieur, pour autant qu'ils sont différents du capitaliste. (Karl Marx, *Théories sur la plus-value*, ES, t. 1, p. 166)

Enfin, « matériel » veut le plus souvent dire chez Marx « contenu » (comme opposé à la forme) et non simplement des objets. Même si, à son époque, la plupart des marchandises étaient des biens matériels au sens ordinaire, Marx a précisé explicitement que le travail productif n'est pas forcément du travail « manuel » :

Pour le travail, être productif n'a absolument rien à voir avec le contenu déterminé du travail... l'auteur qui fournit son éditeur du travail industriel est un travailleur productif. (Karl Marx, *Matériaux*, Œuvres t. 2, Gallimard, p. 393)

Le travail improductif est du travail qui ne s'échange pas contre du capital, mais immédiatement contre du revenu... Ces définitions n'ont pas pour origine la détermination matérielle (ni la nature de son produit, ni la détermination du travail comme travail concret) mais une forme de sociale déterminée, les rapports sociaux de production dans lesquels le travail s'accomplit réellement. Un comédien, par exemple, un clown même, est par conséquent un travailleur productif, du moment qu'il travaille au service d'un capitaliste (d'un entrepreneur)... (Karl Marx, *Théories sur la plus-value*, ES, t. 1, p. 167)

Les collectifs de travail qui créent des marchandises, même quand il s'agit de « services », créent directement de la valeur et donc de la plus-value. Malgré le platonisme de l'idéologie dominante, les sociétés d'intérim, la restauration, les réparations ou le transport de marchandises ne reposent pas vraiment sur du travail « immatériel ». D'ailleurs, Marx a explicitement considéré un « service », le transport de marchandises, comme contribuant directement à la création de valeur.

Le capital productif engagé dans cette industrie ajoute de la valeur aux produits transportés... (Karl Marx, *Le Capital*, livre II, Œuvres t. 2, Gallimard, p. 583)

D'autres couches de travailleurs (ceux des banques, magasins...) sont indirectement productifs, car ils sont exploités par des fractions du capital social séparées de la production, mais qui occupent une place dans le cycle A-M-A'. Ils permettent à ces capitaux, qui les rétribuent comme les autres travailleurs, de prétendre à une part de la plus-value sociale. Ces travailleurs font donc aussi partie de la classe ouvrière :

La bourgeoisie engendre le prolétariat, dans la mesure même où elle développe son industrie, son commerce et ses moyens de communication... (Friedrich Engels, *Préface de 1884, La Guerre des paysans en Allemagne*, Marx & Engels, *Œuvres choisies* t.2, Progrès, p 171)

Par prolétariat, on entend la classe des ouvriers salariés modernes qui ne possèdent pas de moyens de production et qui sont donc réduits à vendre leur force de travail pour pouvoir subsister. (Friedrich Engels, note à l'addition anglaise de 1888 du *Manifeste du parti communiste*)

Une caissière ou un vendeur ne participent pas directement à la production de plus-value, mais ils en assurent la réalisation. Par leur place dans la société capitaliste, bien que n'ayant pas le même pouvoir politique et économique que les mineurs, sidérurgistes, cheminots ou que les travailleurs de l'automobile et du pétrole, ces salariés sont bien plus proches des ouvriers industriels que ne l'étaient les paysans russes du début du 20^e siècle.

Avec la définition d'Engels, on peut rapprocher de la classe ouvrière les travailleurs de l'Etat ou des collectivités territoriales qui ne produisent pas de marchandises, mais sont réduits à vendre leur force de travail pour des missions de services publics (santé, enseignement, etc.). En tout cas, eux s'en rapprochent dans la lutte des classes. Les révolutionnaires n'ont jamais considéré les travailleurs salariés du capital vendant des « services » comme appartenant aux « classes moyennes ». Oswald Neeby, un des accusés de Haymarket (Chicago) déclarait fièrement à son procès criminel, en août 1886 :

J'ai vu les ouvriers des boulangeries de cette ville traités comme des chiens. J'ai aidé à les organiser. C'est un grand crime. Ces hommes travaillent désormais 10 heures par jour, au lieu de 14 ou 16. C'est un autre crime. Et j'ai commis un crime encore plus grand. Au matin, j'ai vu que les ouvriers des brasseries de Chicago

*embauchaient à 4 h du matin pour rentrer chez eux à 19 h ou à 20 h. Ils ne voyaient jamais leur famille à la lumière du jour. J'ai commencé à les syndiquer. Puis, Monsieur le Président, j'ai commis un autre crime. J'ai vu les vendeurs des épiceries et les autres employés de commerce de cette ville travailler jusqu'à 22 h ou 23 h. J'ai rédigé un appel, et aujourd'hui, ils travaillent jusqu'à 19 h et pas le dimanche. C'est un grand crime.*⁵

En France, les enseignants ont été en 2003 au centre de la lutte contre la liquidation des retraites. Aux Etats-Unis, des travailleurs du métro, du nettoyage et de la distribution ont fait grève ces dernières années en usant des mêmes méthodes que celles employées par la classe ouvrière des usines.

Tout noyau bolchevik aux Etats-Unis devrait, à notre avis, accorder la plus grande attention à ces travailleurs, souvent Latinos ou Noirs, et surtout pas en faire des « couches moyennes ».

3. POURQUOI CE QUE VOUS NOMMEZ LA « DÉ-MARCHANDISATION » DU TRAVAIL N'EST PAS À PROPREMENT PARLER UNE « INVASION DU SOCIALISME »

A la suite de votre constat de re-« *composition de classe* » vous dites qu'il apparaît un processus économique nouveau pour la plus importante des marchandises en mode de production capitaliste, la force de travail :

Dans les Etats-providence, nous avons observé un processus de dé-marchandisation de la force de travail – durant toute une époque du développement du capitalisme– à travers le double processus d'immenses secteurs publics de services et d'une protection sociale élargie, garantissant un revenu en cas d'impossibilité ou indisponibilité de travail (maladie, maternité, chômage...), tous deux étant financés par une plus-value produite ailleurs et transférée par le système fiscal.

Ces phénomènes sont étrangers au mode de production capitaliste, dans la mesure où ils ne produisent aucune plus-value ; au contraire, ils absorbent une partie de la plus-value qui serait potentiellement destinée aux capitalistes. Politiquement, du point de vue du capital, le rôle des systèmes sociaux est de démobiliser les travailleurs et de préserver le mode de production capitaliste, mais ils introduisent de nouvelles contradictions dans le système et aggravent le problème de création de plus-value.

Pas conséquent, ce n'est pas une coïncidence si la classe capitaliste, et ses représentants à l'Union Européenne, au FMI..., ont fait de leur principal objectif la destruction de ces secteurs publics de services et de ces systèmes sociaux, que ce soit par privatisation ou par élimination complète.

Ceci a été peu étudié dans une perspective marxiste, et s'il est clair que l'Etat-providence capitaliste ne constitue en aucun cas une réponse durable aux problèmes des masses, il semble que la dé-marchandisation du travail constitue un aspect de l'inévitable « invasion du socialisme » au cœur du mode de production capitaliste, de même que le capitalisme a autrefois envahi le mode de production féodal. (Getting beyond the 2004 US elections, p. 8)

Ce que les sociologues bourgeois nomment « Etat-providence » n'est en réalité qu'un artifice idéologique visant à masquer le fait que ce terme recouvre les acquis de la classe ouvrière. L'Etat n'a rien de providentiel, il est un outil de classe, actuellement aux mains de la bourgeoisie pour défendre sa plus-value, face aux offensives internes, celle de sa propre classe ouvrière, et externes, celles des bourgeoisies des autres pays. La protection sociale correspond à des victoires que la classe ouvrière a arrachées à la bourgeoisie, une diminution du degré d'exploitation sous forme de salaire différé.

Le concept d'Etat-providence a pour rôle de faire croire à la classe ouvrière que l'Etat est en mesure de satisfaire ses intérêts, qu'il est possible pour le capitalisme de subir des réformes durables améliorant les conditions matérielles d'existence de la classe ouvrière. Cette situation n'est en aucune manière stable. Elle s'inscrit dans le cadre de la lutte des classes : alors que la bourgeoisie fait tout, par l'intermédiaire de son Etat, pour en finir avec les conquêtes ouvrières, la classe prolétaire se bat, en tentant d'utiliser ses organisations de masse, pour les conserver et pour en conquérir de nouvelles.

Bien que les conquêtes ouvrières expriment la tendance des forces productives à la socialisation, cette tendance ne peut s'exprimer pleinement tant que les rapports de production capitalistes perdurent. Les rapports de production capitalistes tendent à les rejeter, comme le prouve la phase actuelle de « libéralisme ». Bref, il est imprudent d'identifier tout à fait les conquêtes sociales à une « invasion du socialisme » dans le capitalisme, au même titre que le capitalisme avait envahi progressivement le féodalisme. Une telle lecture de l'histoire conduirait à des illusions étapistes et gradualistes, exprimées grossièrement par Brousse au 19^e siècle et de manière plus sophistiquée par Gramsci au 20^e.

D'une part, la révolution permanente n'exige pas que tous les pays aient atteint le même niveau de développement pour rendre possible une révolution mondiale ; le capitalisme en tant que mode de pouvoir économique et politique n'a pas été nécessaire à la prise du pouvoir par les soviets en 1917. D'autre part, les bourgeois ont généralement acquis le pouvoir économique par la « révolution industrielle », avant de s'emparer du pouvoir politique. Les acquis sociaux du prolétariat ne sont pas des îlots du socialisme, car ils sont compatibles avec le maintien de l'exploitation

⁵ Cité dans *Science & Society*, vol. 69, n° 2, avril 2005

et en portent la marque (nous pouvons le démontrer concrètement pour la France, mais nous sommes sûrs, comme marxistes, qu'il en est de même partout). Ils témoignaient plutôt du caractère inabouti du mouvement révolutionnaire du prolétariat, trahi par ses directions traditionnelles. Seule la révolution permanente, conjonction de la révolution sociale et de la révolution politique des travailleurs, pourra conduire au socialisme.

Les conditions du socialisme sont un degré suffisant de développement des forces productives et l'existence d'un parti ouvrier révolutionnaire qui soit capable de diriger la transformation révolutionnaire.

Trotsky est limpide sur ce point :

Dans les révolutions bourgeoises, la conscience, la préparation, la méthode ont joué un rôle beaucoup moins grand que celui qu'elles sont appelées à jouer et jouent déjà dans les révolutions du prolétariat. La force motrice de la révolution bourgeoise était également la masse, mais beaucoup moins consciente et moins organisée que maintenant. La direction était aux mains des différentes fractions de la bourgeoisie, qui disposait de la richesse, de l'instruction et de l'organisation (municipalités, universités, presse, etc.). La monarchie bureaucratique se défendait empiriquement, agissait au petit bonheur. La bourgeoisie choisissait le moment favorable où elle pouvait, en exploitant le mouvement des masses populaires, jeter tout son poids social sur le plateau de la balance et s'emparer du pouvoir.

Mais, dans la révolution prolétarienne, le prolétariat est non seulement la principale force combattive, mais aussi, dans la personne de son avant-garde, la force dirigeante. Seul, le parti du prolétariat peut, dans la révolution prolétarienne jouer le rôle que jouaient, dans la révolution bourgeoise, la puissance de la bourgeoisie, son instruction, ses municipalités et universités. Son rôle est d'autant plus grand que la conscience de classe de son ennemi s'est formidablement accrue.

Au cours des siècles de sa domination, la bourgeoisie a élaboré une école politique incomparablement supérieure à celle de l'ancienne monarchie bureaucratique. Si le parlementarisme a été pour le prolétariat jusqu'à un certain point une école de préparation à la révolution, il a été encore davantage pour la bourgeoisie une école de stratégie contre-révolutionnaire. Il suffit, pour le montrer, d'indiquer que c'est par le parlementarisme que la bourgeoisie a éduqué la social-démocratie, qui est maintenant le plus puissant rempart de la propriété individuelle. L'époque de la révolution sociale en Europe, comme l'ont montré les premières expériences, sera une époque de batailles non seulement implacables, mais raisonnées, beaucoup plus raisonnées que chez nous en 1917. (Léon Trotsky, Les Leçons d'Octobre, GB, p. 41-42)

L'« invasion du socialisme » sera possible, non par l'extension pacifique des acquis sociaux du prolétariat mais, par la révolution, repoussée aux calendes grecques par le révisionnisme lambertiste. Pour cette « invasion », il faut la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire et de ses sections capables de prendre le pouvoir comme le Parti bolchevik en octobre 1917.

4. TIRER TOUTES LES CONSÉQUENCES DE LA FIN DE L'URSS ET DE LA RESTAURATION DU CAPITALISME EN RUSSIE

Vous avez fait mention, lors de votre prise de contact avec nous, de votre attention pour l'élaboration de Stéphane Just. Un de ses derniers apports fut d'avoir apprécié ce que signifie la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS et en Europe centrale. Même si le règne de la bureaucratie de l'URSS s'est prolongé plus que prévu, il ne pouvait durer :

Du point de vue marxiste, il est clair que la bureaucratie soviétique ne peut se transformer en nouvelle classe dirigeante. Son adaptation et l'augmentation de son rôle social de commandement, mènent inmanquablement à une crise de la dictature qui ne pourra se résoudre que par une renaissance de la révolution sur des bases plus élevées ou par une restauration de la société bourgeoise. (Léon Trotsky, Toward capitalism or socialism? Writings 1930, Pathfinder, p. 207)

Partir de la restauration du capital à l'Est de l'Europe est essentiel pour saisir les rapports présents du prolétariat mondial face à la bourgeoisie mondiale.

C'est dans ce sens que la guerre en Irak n'est pas simplement un épisode représentant simplement les conjonctures économiques et politiques, mais une expression de traits plus fondamentaux. Elle illustre toute la période ouverte par la chute du Mur de Berlin et du vieil ordre mondial. C'est un point essentiel. (Getting beyond the 2004 US elections, p. 7)

En effet, la lutte de classes dans chaque pays ne peut comprise sans partir des grands événements mondiaux comme la « chute du mur ». La restauration du capital dans les pays où il avait été exproprié, particulièrement là où elle avait été opérée par le prolétariat lui-même, sous direction d'un parti marxiste, constitue une défaite historique.

La chute du régime soviétique entraînerait infailliblement celle de l'économie planifiée et, dès lors, la liquidation de la propriété étatisée... La chute de la dictature bureaucratique actuelle sans son remplacement par un nouveau pouvoir socialiste annoncerait ainsi le retour au système capitaliste avec une baisse catastrophique de l'économie et de la culture. (Léon Trotsky, La Révolution trahie, Minuit, p. 167)

Ce recul n'est pas seulement une catastrophe pour la classe ouvrière de Russie, d'Ukraine ou de Géorgie, mais pour celle du monde entier :

La défaite de l'URSS... pourrait prolonger de nombreuses années l'agonie de la société capitaliste. (Léon Trotsky, Bilan de l'expérience finlandaise, Œuvres t. 23, ILT, p. 293)

Pour caractériser la période de la lutte de classes depuis 1945, vous écrivez :

La collaboration de classe institutionnalisée, s'exprimant à travers des accords tels que Yalta et Postdam, puis à travers la « coexistence pacifique », et tout l'« ordre mondial », s'est désintégrée avec la chute du Mur de Berlin et la dissolution de l'Union Soviétique. (Getting beyond the 2004 US elections, p. 7)

D'une part, il faut préciser ce qu'était la collaboration nouée à Yalta et Potsdam, d'autre part, il faut relever que la collaboration de classes n'a en aucun cas disparu.

Nous ne nions pas que les bourgeoisies impérialistes ont tout fait pour « encadrer » l'URSS et tous les Etats dont la base fut l'expropriation du capital, l'étatisation des moyens de production, la planification, le monopole du commerce extérieur et l'inconvertibilité de la monnaie. Mais cet « encadrement » s'est réalisé, depuis les années 1930, sans qu'à un quelconque moment la bureaucratie stalinienne ne joue le rôle qu'elle prétendait jouer, à savoir représenter la classe ouvrière mondiale. Or le terme de « *collaboration de classes institutionnalisée* », semble dire que le stalinisme représentait tous les travailleurs du monde, ce qui court le risque de ménager leurs frères aînés en trahison et en contre-révolution, la social-démocratie et les appareils syndicaux de guerre froide.

Sous couvert de combattre la bureaucratie de la 3^e Internationale, certains tentent de passer en contrebande les orientations et les pratiques de la 2^e Internationale. (Leon Trotsky, An open letter to all members of the Leninbund, Writings 1930, Pathfinder, p. 93-94)

Les partisans de Shachtman, de Cliff et de Lambert tombent depuis longtemps dans cette déviation.

Il y a quelque chose qui n'est pas bien compris dans nos rangs... la politique de front unique la plus audacieuse dès lors qu'elle n'est pas tournée vers des combinaisons avec des débris de l'appareil stalinien... (La Vérité n° 25, décembre 1999)

Il n'y aucune raison d'accorder plus de vertus à la social-démocratie traditionnelle ou à l'AFL-CIO, achetés par leur bourgeoisie, qu'au stalinisme.

La 4^e Internationale déclare une guerre implacable aux bureaucrates de la 2^e et de la 3^e Internationales. (Léon Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, GB, p. 45)

Le stalinisme a abouti à la même fonction politique que les précédents réformismes, mais par un chemin historiquement inédit. Dans les années 1920, l'appareil de l'Etat qu'est la bureaucratie du Kremlin, a échappé à tout contrôle de la classe ouvrière, a conquis le parti qui avait mené la révolution, a usurpé le pouvoir des travailleurs de l'URSS. Bien que dans certaines circonstances, la bureaucratie d'un Etat ouvrier ait pu résister à des offensives de la bourgeoisie dont la conclusion aurait été la disparition de ses privilèges, la bureaucratie petite-bourgeoise constituait en dernière analyse une caste d'ennemis du prolétariat mondial, de même nature politique que la bureaucratie social-démocrate. La différence est que la bureaucratie du Kremlin a contrôlé un Etat tout entier ayant échappé au capitalisme, alors que les appareils réformistes « classiques » contrôlaient des organisations ouvrières de masse au sein du capitalisme.

Au cours des sommets de Postdam et Yalta entre Roosevelt, Churchill et Staline, lors du voyage de Nixon à Pékin, la bureaucratie se comporta en agent de l'impérialisme, agissant comme une couche sociale contre-révolutionnaire, ennemie des travailleurs. Le partage du monde de 1945 et la « coexistence pacifique » ne furent pas le résultat d'un accord entre les représentants de deux classes sociales. La collaboration entre la bourgeoisie dominante et la bureaucratie russe ou chinoise, sous-produits de la domination maintenue du capitalisme sur les parties décisives de la planète, avait pour rôle d'empêcher la révolution mondiale, mettant en cause directement l'ordre capitaliste mondial, mais aussi le règne des couches parasitaires de Moscou, de Pékin, de La Havane...

Comme corollaire de ce que vous nommez « *désintégration de la collaboration de classes institutionnalisée* » vous affirmez :

Cette désintégration s'exprime à une autre échelle par la réticence croissante des travailleurs, jeunes, et autres à reconnaître comme leur direction les bureaucraties des syndicats et les partis ouvriers traditionnels. Alors que les directions de ces organisations ouvrières traditionnelles s'adaptent de plus en plus au capitalisme et au régime bourgeois, ce refus de coopérer de la part de la base rompt la collaboration de classe institutionnalisée. (Getting beyond the 2004 US elections, p. 7)

La restauration du capitalisme en Russie et en Europe de l'est a effectivement des conséquences, mais pas uniquement celles dont vous parlez. Il est vrai que la restauration du capital dans la patrie de la révolution d'Octobre 1917 et celle en cours en Chine suppriment de fait les bases de l'appareil stalinien international.

Mais, d'une part, sa crise finale ne provient pas de la révolution politique des masses ; d'autre part, les lieutenants ouvriers de la bourgeoisie n'ont pas disparu pour autant.

Le stalinisme disparaît parce qu'il a épuisé, d'une certaine façon, son rôle au compte de la bourgeoisie et contre la révolution prolétarienne mondiale. La bureaucratie et la bourgeoisie impérialiste ont réussi à empêcher toute révolution politique, la prise du pouvoir par les travailleurs, en Russie, en Europe de l'est, en Chine, au Vietnam, en Corée ou à Cuba... La bureaucratie a été protégée par les partis staliniens et maoïstes, ainsi que par les staliniens de gauche pseudo-trotskyistes (pablistes, hardystes, robertsonnistes...); la bourgeoisie impérialiste a été aidée par les sociaux-démocrates et la bureaucratie de l'AFL-CIO, mais aussi par les sociaux-démocrates de gauche pseudo-trotskyistes (shachtmanistes, cliffistes, lambertistes...).

Ainsi, la bourgeoisie put contrôler le mouvement des masses en Europe centrale et se rétablir en Allemagne en 1989, en Russie en 1991 et par conséquent aussi dans le reste d'Europe de l'est. Dans ces pays, le capital occidental, mais aussi une partie de la bureaucratie, ont pillé les anciennes entreprises étatiques pour se muer en capitalistes, comme de nouveaux affairistes plus ou moins mafieux. Une autre partie de l'ancienne bureaucratie a fourni du personnel nécessaire aux nouveaux Etats bourgeois, comme en Russie Eltsine et Poutine, le reste étant issu des anciens « dissidents » soutenus par les Eglises ou financés par les services secrets américains.

La restauration du capitalisme signifie avant tout que la possibilité ouverte en 1917 d'une révolution mondiale s'est refermée temporairement sur un échec, que la possibilité de la combinaison de la révolution sociale à l'Ouest de l'Europe et de la révolution politique à l'Est ouverte dès 1953 à Berlin a disparu. Depuis 1989, la classe capitaliste, aidée par ses agents des bureaucraties ouvrières, martèle que le seul horizon de l'humanité est le capitalisme.

A l'exception sans doute éphémère de quelques partis qui conservent encore un lien avec la bureaucratie cubaine, les anciens partis communistes ne sont plus à proprement parler staliniens. Ils sont voués à la disparition en tant que partis ouvriers de masse, distincts de la social-démocratie. Mais celle-ci, ainsi que les bureaucraties syndicales liées à ces dernières n'ont aucunement disparu, en Europe et ailleurs. De nombreuses fractions issues du stalinisme les renforcent.

Le rétablissement du capitalisme en Europe a fait croire aux appareils staliniens en reconversion et aux vieux partis travaillistes ou socialistes qu'ils peuvent se débarrasser de tout vernis « socialiste » ou « communiste » qui leur étaient nécessaire autrefois pour conserver un appui chez les travailleurs.

Stéphane Just a écrit à ce sujet :

La restauration capitaliste est une défaite pour tous les prolétariats qui en sont politiquement désarmés, d'autant plus que les PS, les partis social-démocrates, les ex-PC font campagne contre la révolution, contre le socialisme et le communisme... (Une nouvelle perspective)⁶

Partout les vieux appareils, ou d'autres un peu plus récents du même type, servent d'auxiliaires à la bourgeoisie. Non seulement ils fourvoient l'énergie de la jeunesse dans des forums sociaux impuissants, mais l'AFL-CIO contrôle toujours le prolétariat américain et a refusé d'engager le combat contre la guerre en Irak, le PT du Brésil a constitué un gouvernement de front populaire au service de la bourgeoisie locale et du FMI⁷, le PSOE a repris les rênes du gouvernement bourgeois après les manifestations massives en Espagne contre la guerre et contre Aznar⁸, DS et le PRC participent au front populaire de l'opposition italienne L'Olivier, le gouvernement du Parti travailliste occupe l'Irak et poursuit la liquidation des conquêtes ouvrières, le SPD pactise avec les Verts pour faire de même et redévelopper –pas à pas– le militarisme allemand, etc.

Les épigones de la 4^e Internationale ont accompagné ce déplacement vers la droite du centre de gravité du mouvement ouvrier. Les lambertistes défendent de manière répugnante « la nation » en s'accoquinant à des forces bourgeoises, les loristes et les hardystes de LO applaudissent aux manifestations de policiers, les chefs grantistes se font photographier à côté de Chavez, les morénistes et les altamiristes isolent et paralysent les chômeurs argentins, les pablistes offrent un ministre à Lula et des voix à Chirac, les shachtmanistes et les cliffistes votent Nader ou courtisent les islamistes, etc.

Plus de quinze ans après la chute du mur de Berlin, il est visible que l'effondrement de l'URSS et le rétablissement du capitalisme en Russie n'ont pas facilité l'émergence de partis révolutionnaires qui permettent aux travailleurs de profiter des crises de domination de la bourgeoisie et du discrédit des directions réformistes, mais a, pour l'instant, désorienté davantage la classe ouvrière.

5. QUEL PARTI FAUT-IL CONSTRUIRE AUX ETATS-UNIS ?

La seule indication que vous avez donnée de votre activité est votre décision de participer le 17 octobre 2004 à la « Million Workers March » lancée par une branche locale de l'ILWU. Vu que, même s'il n'y avait pas un million de manifestants, la participation de travailleurs noirs était significative, votre présence était sans doute justifiée. Mais vous aviez, nous semble-t-il, quelques illusions envers cette initiative :

⁶ C'est Just qui a rédigé ce passage du rapport adopté à la 9^e conférence du Comité pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire en 1996. Le GB est le nom qu'a pris le Comité après les scissions successives de trois minorités qui ont régressé dans le lambertisme après la mort de Just.

⁷ voir *Révolution Socialiste* n° 14

⁸ voir *Germinal* vol. III, t. 1

La MWM existe en opposition à la bureaucratie syndicale AFL-CIO nationale... Nous identifions dans la MWM l'effort général pour construire un mouvement indépendant des patrons et de leurs organisations... (Getting beyond the 2004 US elections, p. 11)

Les initiateurs de la MWM Clarence Thomas et Ralph Schoenman sont liés aux lambertisme. De nombreuses organisations réformistes, déguisées ou pas en « trotskystes », ont soutenu la MWM : Socialist Organizer, bien sûr, mais aussi le WWP, l'ISO, Socialist Action, Solidarity, Socialist Alternative...

La MWM correspond tout à fait à leurs manœuvres permanentes et à leur recherche éperdue d'une « bonne » aile de la bureaucratie. Les dirigeants syndicaux de la MWM s'adressaient à des mouvements petits-bourgeois ou bourgeois (féministes, ecclésiastiques...). Ils appelaient à la « *restauration de la démocratie* », à la « *restauration de l'Amérique* ». Restaurer veut dire revenir en arrière : mais quand les travailleurs ont-ils dirigé les Etats-Unis, quand leur a-t-il échappé ?

Le patriotisme constitue l'élément essentiel de cette idéologie au moyen de laquelle la bourgeoisie empoisonne la conscience de classe des opprimés et paralyse leur volonté révolutionnaire, parce que le patriotisme signifie la soumission du prolétariat à la nation sur laquelle la bourgeoisie est assise. (Léon Trotsky, Leçons d'Octobre, Oeuvres t. 7, EDI, p. 63)⁹

Parce qu'ils sont sur le terrain du patriotisme, les organisateurs de la MWM n'ont pas combattu la direction de l'AFL-CIO qui soutenait à ce moment la candidature du milliardaire Kerry et la guerre en Irak. Un dirigeant du Parti démocrate, le pasteur Jesse Jackson, était d'ailleurs annoncé par la MWM comme orateur.

La lutte véritable contre la guerre signifie la lutte de classe contre l'impérialisme et une dénonciation impitoyable du pacifisme petit-bourgeois. (Léon Trotsky, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, GB, p. 10)

La question du programme est liée à la question du parti, de l'instrument qui doit l'appliquer. Votre contribution marque un progrès par rapport au crétinisme réformiste lambertiste, mais elle reste encore confuse :

L'absence de parti ouvrier de masse est un manque flagrant dans la lutte de classes aux Etats-Unis, et il est peu probable qu'il soit comblé dans un avenir proche. Contrairement aux pays européens, l'existence de partis influents ancrés dans la classe ouvrière (même dotés de directions réformistes) n'a jamais été une tradition aux Etats-Unis. Le Parti démocrate –un parti qui représente une branche de la classe dominante et ses intérêts– a longtemps bénéficié du statut d'« allié des travailleurs ». La classe ouvrière doit rompre avec sa subordination politique à un parti du patronat. La création d'un nouveau parti n'est certes pas une panacée ; en soi et pour soi, il ne résout pas le principal problème, mais il soulève les questions du programme et de la direction. (Getting beyond the 2004 US elections, p. 10)

En effet, la classe ouvrière américaine n'a pas, au cours du dernier siècle, réussi à construire un parti de masse. Ni la section américaine de la 2^e Internationale, ni celle de l'IC ne sont devenues de puissants partis révolutionnaires. Elles ne sont donc pas non plus devenues, après les dégénérescences irréversibles de 1914 et de 1933, des partis ouvriers bourgeois de masse analogues au Labour, au SPD, au PSOE, au PCF, au PCI, etc.

La faiblesse historique du prolétariat des Etats-Unis (et de celui du Canada), ne pas avoir été capable jusqu'à présent de constituer des partis de masse, a pour revers que la classe dominante n'a pas d'outil politique réformiste expérimenté dont elle peut jouer en cas de crise. L'organisation trotskyste des Etats-Unis, en 1946, l'avait perçu :

La classe ouvrière américaine a l'avantage d'être comparativement dépourvue de préjugés réformistes, spécialement dans les couches les plus actives et les plus jeunes. (SWP, Thèses sur la Révolution américaine)¹⁰

Mais les thèses de 1947 sous-estimaient que, aux Etats-Unis, l'AFL et le CIO jouaient tout à fait leur rôle de traîtres réformistes. Ce n'est pas pour rien que Lénine mettait dans le même sac, qu'il appelait « partis ouvriers bourgeois », tous les appareils qui font la politique de la bourgeoisie dans la classe ouvrière.

Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de solides journaux légaux ou dans les directions des syndicats non moins solides et d'obédience bourgeoise, voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des partis ouvriers bourgeois. (Lénine, L'Impérialisme et la scission du socialisme, Œuvres t. 23, p. 129)

De votre côté, vous traitez la différence entre les mouvements ouvriers européens et nord-américains de manière unilatérale, uniquement négativement, comme un « *manque flagrant* ». L'« *existence de partis influents ancrés dans la classe ouvrière (même dotés de directions réformistes)* » serait-elle un avantage ? Mais la question de notre époque n'est pas qu'il manque de directions réformistes, comme celle de l'AFL-CIO. A la classe ouvrière la plus puissante du monde, il manque un parti *révolutionnaire*. Ce n'est que sur cette base, combler le manque d'un parti

⁹Il s'agit d'un article pour le journal français *Révolution* du 4 novembre 1937, pas de la brochure de 1924.

¹⁰James Cannon, *Writings and Speeches 1945-47*, Pathfinder, p. 267

révolutionnaire, construire un parti qui permette la dictature du prolétariat américain, qu'on peut discuter sérieusement de tactique.

Construire un parti de type bolchevik, implique la rupture de la classe ouvrière avec les partis de la bourgeoisie, tous les partis de la classe dominante. Dans ce cadre, l'un des points centraux est d'exiger de la bureaucratie ouvrière de l'AFL-CIO qu'elle rompe avec le Parti démocrate, d'avancer, dans chaque lutte, la perspective d'un parti ouvrier indépendant de la bourgeoisie.

Il n'y a pas de raccourci à la construction d'un parti révolutionnaire, surtout pas un parti faussement ouvrier, qui ne serait qu'un pare-feu d'un secteur de la bureaucratie syndicale contre la révolution. D'ailleurs, une longue expérience montre que ceux qui prétendent construire un parti « large » sont incapables de combattre les bureaucraties syndicales. Par exemple, Lambert et Gluckstein :

L'indépendance réciproque des partis et des syndicats est un maillon essentiel de l'exercice de la démocratie. (Manifeste du PT¹¹)

Pour eux, il s'agit de courtiser les bureaucraties syndicales issues de la guerre froide et de liquider les organisations trotskystes, de tenter de détruire les militants qui leur résistent, en employant toutes les méthodes des bureaucrates devant qui ils capitulent : calomnies, menaces, chantage, violence.

L'indépendance des syndicats est une vieille position jaussiste – diplomatique et opportuniste dans son contenu – une position que les marxistes ont toujours attaquée et qu'ils continueront à combattre sans merci. (Leon Trotsky, An open letter to all members of the Leninbund, Writings 1930, Pathfinder, p. 87)

Les révisionnistes avancent évidemment des formes d'organisation qui correspondent à leur adaptation complète aux appareils et à leur programme bourgeois (la défense de la démocratie et de la nation) : celui de partis larges, non léninistes. En France, les lambertistes sont intégrés à la bureaucratie FO (une scission de la CGT constituée au moment de la guerre froide avec l'aide de la bureaucratie AFL-CIO) et ont liquidé le PCI dans le PT (qui défend... la République).

Au Brésil, les lambertistes O Trabalho sont captifs depuis trente ans du PT influencé par l'Eglise, ils ont voté pour le ticket Lula-Alencar (un patron clérical), ils capitulent devant la bureaucratie syndicale de la CUT qui soutient le gouvernement de front populaire et ils dénoncent toute tentative de créer un nouveau parti contre le PT qui gouverne pour la bourgeoisie locale et l'impérialisme. En Algérie, le PT lambertiste nie l'oppression des Kabyles, il s'allie tantôt avec le FIS islamiste, tantôt avec le FLN, tout aussi réactionnaire, mais plus corrompu.

Enfin, aux Etats-Unis, L'organisation lambertiste Socialist Organizer a pour centre de son activité un prétendu Parti des travailleurs (Labor Party), opposé de fait à tout parti communiste révolutionnaire. *The Organizer*, le journal de SO, a publié en 2004 un appel pour les élections présidentielles dont la conclusion laisse sans voix :

Les partis existants sont-ils capables d'un tel objectif ou sommes-nous obligés de construire un nouveau parti des travailleurs pour fonder ce programme et le candidat présidentiel lui correspondant ? (Informations internationales n° 94, juillet 2004)

Auparavant, SO avait soutenu, comme tous les réformistes qui usurent le drapeau de la 4^e Internationale (pablistes, grantistes, cliffistes, etc.) le « Labor Party ». Comme les autres pseudo-trotskystes, les lambertistes avaient rangé le programme de la révolution dans leur poche :

Nous n'avancons pas automatiquement à tous les instants toutes les revendications du 'Programme de transition'... Ce que nous défendons, c'est la méthode du 'Programme de transition'.¹²

Défendre une méthode vidée de son contenu, voilà qui ne menace pas trop les bureaucrates. Celle ou celui qui n'énonce pas à haute voix les tâches révolutionnaires ne saura jamais les résoudre. Même sur la question de la participation aux élections, SO avait capitulé au sein du LP :

Nous sommes, bien sûr, pour que le Labor party présente ses propres candidats. Bien que ce soit une question essentielle, ce n'est pas une question de principe. Nous sommes certains que cette perspective rencontrera une grande audience, mais nous ne devrions pas en faire un ultimatum aujourd'hui, ni même lors du congrès de fondation lui-même...¹³

Mazzochi, un dirigeant du syndicat OCAW, avait fondé ce petit LP sur la ligne suivante :

Beaucoup d'entre nous ont travaillé durement et longtemps à établir de bonnes relations avec les partis existants. Nous avons besoin de ces liens si nous voulons représenter les intérêts des travailleurs dans le système politique existant...¹⁴

¹¹ Informations Ouvrières, 13 novembre 1991

¹² La Vérité, novembre 1995

¹³ La Vérité, novembre 1995

¹⁴ Cité dans *The new 'Labor party', Democratic party advocates?*, LRP, 1996, p. 5.

Vous dites de ce parti, aujourd'hui en sommeil :

Lors de la création d'un Parti travailliste en 1996, beaucoup de militants aux Etats-Unis ont repris espoir qu'une action électorale de la classe ouvrière, indépendante des partis bourgeois, ait lieu à brève échéance. Malheureusement, les bureaucrates syndicaux qui dirigeaient le Parti Travailliste depuis son origine n'ont jamais eu l'intention de créer une réelle alternative politique de classe à leurs « amis » démocrates, mais plutôt d'agir sur ce parti comme un groupe de pression – à l'image de Ralph Nader cherchant à « ramener » les Démocrates d'où ils viendraient. (Getting beyond the 2004 US elections, p. 10)

Le fil à plomb de l'activité de l'avant-garde révolutionnaire est la construction d'un parti révolutionnaire. Que les communistes interviennent dans un parti ouvrier qui émerge et, entre autres, pour qu'il rompe avec le Parti démocrate, soit. Mais une « action électorale de la classe ouvrière » est illusoire. La classe ouvrière ne peut guère agir sur le terrain électoral bourgeois : c'est l'ABC du léninisme, confirmé à maintes reprises par les pratiques du réformisme européen.

Vous posez ainsi le problème :

Si la bureaucratie syndicale avait choisi de construire une authentique Parti travailliste, les questions du programme et de la direction seraient à l'ordre du jour. (Getting beyond the 2004 US elections, p. 11)

Pour préparer la révolution socialiste, dont vous vous réclamez, il faut se débarrasser des déformations opportunistes du lambertisme : la bureaucratie syndicale, qui est la police officieuse de l'Etat bourgeois, ne créera jamais un véritable parti ouvrier.

Des partis liés aux exploiters et intéressés par les privilèges sont organiquement incapables de faire une politique honnête à l'égard des couches les plus exploitées des travailleurs et des peuples opprimés. (Léon Trotsky, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, GB, p. 30)

Vous ne pouvez pas vous borner à la question de la présence de la classe ouvrière dans les élections (même si elle est importante) et encore moins remettre la question du parti, de la direction, dans les mains de la bureaucratie syndicale (même s'il faut marquer sa responsabilité). Ce que devraient expliquer les révolutionnaires est, à notre avis, ceci :

- Nous sommes pour la rupture des syndicats d'avec tous les partis de leurs exploiters.
- Aujourd'hui, la bureaucratie des syndicats n'a aucune intention de créer un quelconque parti ouvrier, car ce serait, dans les faits, une déclaration de guerre au Parti démocrate. Le caractère limité des luttes ouvrières, dans la phase actuelle de la lutte des classes, les dispense de jouer cette carte.
- Seul un puissant mouvement des masses, commençant à poser la question du pouvoir, pourra, éventuellement, conduire des pans de l'appareil syndical à proclamer un parti de masse pour empêcher l'apparition d'un parti révolutionnaire.
- Comme le prouve toute l'histoire, et récemment la politique du PT du Brésil, seul un parti révolutionnaire est véritablement ouvrier et indépendant.

Si un parti ouvrier de masse apparaît un jour, les bolcheviks s'y battraient sans doute. Cette tactique ne saurait d'ailleurs durer :

Pour le SWP, le parti ouvrier doit d'une part devenir l'arène de recrutement d'éléments révolutionnaires et, de l'autre, un mécanisme de transmission pour influencer des couches plus larges de travailleurs. Dans son essence, un parti ouvrier ne peut conserver un rôle progressiste que durant une période transitoire brève. (Résolution du SWP sur le parti ouvrier)¹⁵

En tout cas, s'ils y interviennent, les communistes révolutionnaires le font sur leur programme :

Le SWP mène une lutte systématique et irréconciliable contre la bureaucratie syndicale qui résiste à la création du parti ouvrier, ou essaie de le convertir dans l'arme d'appoint d'un des partis bourgeois. Expliquant et développant son programme de revendications transitoires dans les syndicats, dans les meetings, etc. le Parti socialiste des travailleurs démasque sans relâche les illusions réformistes et pacifistes de la bureaucratie syndicale, et de ses alliés sociaux-démocrates et staliniens. (Résolution du SWP sur le parti ouvrier)¹⁶

Le parti ouvrier peut devenir un parti réformiste, cela dépend du développement. Ici se pose la question du programme. Il nous faut un programme de revendications transitoires, dont la plus achevée est celle de gouvernement ouvrier et paysan. Nous sommes pour un parti, pour un parti indépendant des masses laborieuses, qui prendra le pouvoir dans l'Etat. (Léon Trotsky, Discussion sur le parti ouvrier, Œuvres t. 1 7, ILT, p. 53)

¹⁵ The Founding of the SWP 1938-1939, Pathfinder, p. 241.

¹⁶ The founding of the SWP, p. 241.

Aucune bureaucratie au pouvoir (à La Havane ou ailleurs), aucune direction syndicale corrompue par la bourgeoisie, aucun parti social-démocrate ou ex-stalinien, aucune direction nationaliste (même menant une lutte armée contre l'opresseur), ne saurait dispenser les noyaux léninistes-trotskyistes de leurs tâches.

L'instrument décisif de la révolution prolétarienne est le parti de classe de l'avant-garde consciente. Sans la direction d'un tel parti, les situations révolutionnaires les plus favorables, qui découlent des circonstances objectives, ne peuvent aboutir à la victoire finale du prolétariat, aux prémisses de la réorganisation de la société sur des fondations socialistes. (SWP, Thèses sur la Révolution américaine)

Peut-être que certains désaccords sont importants, que d'autres sont minimes ou de simples quiproquos. La discussion l'établira, surtout si elle ne se borne pas aux Etats-Unis mais s'étend aux principales leçons de la lutte des classes *mondiale*, seul moyen pour des internationalistes de jeter les bases d'un travail commun. Nous avons été francs et directs, dans le but de dégager les convergences sur le programme, de rassembler les bolcheviks contemporains.

Telle est la base pour élaborer le « nouveau programme » que vous souhaitez. Nous espérons que vos positions et votre activité, dont nous ignorons tant, vont dans ce sens et que votre réponse le confirmera...

La cellule centrale du Groupe bolchevik